

# Vent d'incertitude sur l'éolien

**Industrie.** La Région Normandie s'interroge sur le financement de l'usine de pales d'éoliennes dans le port du Havre. Et l'opposition accuse les élus régionaux havrais de marquer contre leur camp. Ce n'est pas si simple.

Il y aurait comme un grand vent de contradiction sur le dossier éolien. Lors de la dernière réunion de la Communauté de l'agglomération havraise (Codah), le conseiller Jean-Paul Lecoq (PCF - Gouville-l'Orcher) a interpellé ses collègues de l'Agglo, dont deux sont vice-présidents de la Région [Jean-Baptiste Gastinne et Hubert Dejean de La Batie, ndlr] afin qu'ils s'expliquent sur le positionnement du président de la Région. Selon lui, le patron centriste de la Normandie, Hervé Morin, refuse de voir sa collectivité mettre la main à la poche pour subventionner l'implantation de l'usine de pales de Siemens-Gamesa au Havre. « Il n'y a pas de raison que la Région n'apporte pas son aide pour l'usine de turbines car il s'agit d'un élément essentiel de la filière. En revanche, elle s'interroge beaucoup plus s'agissant de l'usine de pales car la région a déjà financé l'usine de pales de Cherbourg et ne veut pas que le site havrais lui fasse concurrence. C'est la raison pour laquelle le président Hervé Morin pose la question à l'État et aux industriels de savoir s'il faut deux usines de pales », rappelle Jean-Baptiste Gastinne, premier vice-président de la Région mais aussi premier adjoint au maire du Havre et premier vice-président de la Codah.

## Un modèle économique intégré

« Cela fait des années qu'Antoine Rufenacht puis Édouard Philippe et maintenant Luc Lemonnier martèlent l'importance stratégique de l'arrivée de cette filière éolienne au Havre. Or le projet de Siemens Gamesa, contrairement à celui développé par General Electric [à Cherbourg, ndlr] repose sur un modèle économique intégré exigeant la construction sur le port du Havre de l'ensemble des composants essen-



Les travaux préparatoires à l'implantation des usines ont été faits quai Joannes-Couvert (photo Eric Hourli)

tiels de ses futures éoliennes : usine de fabrication de pales, usine d'assemblage des nacelles incluant une capacité de production pour les génératrices, ainsi qu'une zone logistique et un hub d'installation. Tergiverser autour de l'usine de pales menace l'ensemble du projet », fustige le député communiste de la 8e circonscription.

Selon l'opposition régionale, la position du président Morin est on ne peut plus politicienne. Hervé Morin a milité pour que les Grands ports maritimes normands - Le Havre au premier chef - soient gérés par la Région. Ce qu'il s'est entendu refuser par le Premier ministre dans l'entretien qu'il a accordé à Paris-Normandie le jour de sa venue aux Assises de la Mer. Devant ces mêmes assises, Édouard Philippe avait rappelé l'intérêt stratégique

national des Grands ports maritimes dont Le Havre.

Et Jean-Paul Lecoq l'a interpellé lorsqu'il s'est rendu à Matignon en compagnie de ses collègues parlementaires normands. « Je lui ai demandé ce que l'ancien maire du Havre pensait de la position du président de la Région qui se refuse à consentir sur Le Havre les mêmes investissements publics que ceux qu'il a accordés à Cherbourg pour implanter cette filière créatrice d'emplois. Restant diplomate à moins que ce ne soit de la gêne, le Premier ministre n'a pas souhaité prendre position sur cette question : « ce qui m'intéresse c'est la discussion avec les industriels... » m'a-t-il dit, rappelant que pour l'État, l'important était de pouvoir renégocier avec les industriels en charge de cette nouvelle filière, les tarifs de l'électricité actuellement trop élevés ».

« Le Premier ministre a cent fois raison, rappelle Jean-Baptiste Gastinne. Le gouvernement a ouvert la renégociation du rachat de l'électricité au prix du marché. Ce qui va nécessairement porter sur la filière industrielle. La question de l'implantation ou non de l'usine de pales au Havre ne viendra qu'après. Hervé Morin demande que cette renégociation tienne compte de la réunification normande, que Cherbourg et Le Havre ne soient plus en concurrence mais complémentaires », plaide le premier vice-président de la Région en charge des Transports. La Région soutient et participe au développement de l'agglomération du Havre. Toute notre politique tend à le prouver ». (Lire ci-dessous).

CHRISTOPHE PRETEUX

c.preteux@presse-normande.com

## « La Région investira massivement au Havre »

**Vice-président de la Région en charge de l'Environnement, vice-président de la Codah et maire de Sainte-Adresse, Hubert Dejean de La Batie dénonce « l'instrumentalisation politique » de son collègue Jean-Paul Lecoq.**

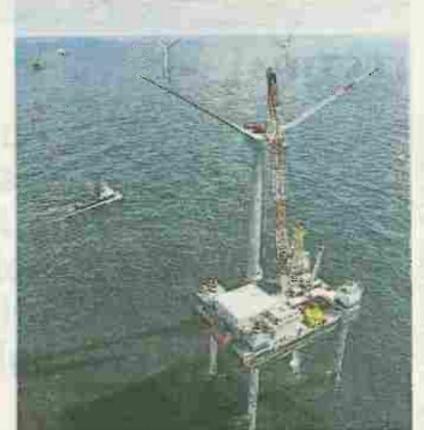
« La renégociation des tarifs de l'électricité rebat toutes les cartes notamment vis-à-vis des industriels et des électriciens, rappelle l'élu de l'Agglomération du Havre. La Région investit et investira massivement au Havre. À la dernière commission d'investissement du Grand port maritime du Havre, Hervé Morin était présent et a écouté très attentivement la liste des investissements présentés par le GPMH. Le président de notre région a dit qu'il était prêt à en prendre sa part, toute sa part et même plus. Voilà pour les faits », indique Hubert Dejean de La Batie.

« La région Normandie est prête à financer à 100 % la chaudière [l'accès fluvial à Port 2000, ndlr]. Ce qui représente 135 millions

d'euros. Laisser entendre que la Région se désintéresse du territoire havrais est en tout point grotesque », réagit l'élu normand en charge de l'environnement qui, comme son collègue Jean-Baptiste Gastinne insiste sur le caractère stratégique de la renégociation des tarifs voulue par le gouvernement.

« Autour de la table, il va y avoir les représentants de l'État, les grands consortiums, RTE (Réseau de transport d'électricité), les industriels, les énergéticiens... Une négociation générale va s'engager dans le but de savoir qui met combien et dans quelles conditions », rappelle l'élu dionysien.

À quelle échéance ? Tout dépendra d'abord de la bonne volonté de chacun. Au Havre, le projet de Siemens d'un coût estimé à 9 millions d'euros devrait générer 750 emplois directs.



La renégociation des tarifs rebat les cartes s'agissant de l'éolien en mer

C. P.